

10 FÉVRIER
2022

1ER RENDEZ-VOUS DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



RÉSUMÉ DES ÉCHANGES



RAPPEL DE LA JOURNÉE

Le premier rendez-vous de lutte contre la précarité énergétique a eu lieu le 10 février 2022.

Lors de cette journée, différents acteurs et actrices provenant d'une diversité d'organisations se sont réunis pour discuter des enjeux entourant la précarité énergétique et réfléchir à des solutions pour permettre à tous les Québécois et Québécoises d'avoir accès à l'énergie, peu importe leurs revenus.

Nous vous présentons ici un résumé succinct des échanges.

QUI SOMMES-NOUS?

L'ACEF du Nord et l'ACEF du Sud-Ouest de Montréal sont deux associations de défense des droits des consommateurs.

Chaque année, nous négocions auprès d'Hydro-Québec des ententes pour des ménages en difficulté de paiement. Parmi celles-ci, on retrouve un grand nombre de personnes à faible revenu qui sont durement frappées par les hausses de tarifs d'électricité des quinze dernières années.

Nous luttons depuis de nombreuses années pour un meilleur accès à l'énergie (électricité et chauffage) pour l'ensemble des ménages québécois.



LES OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

1



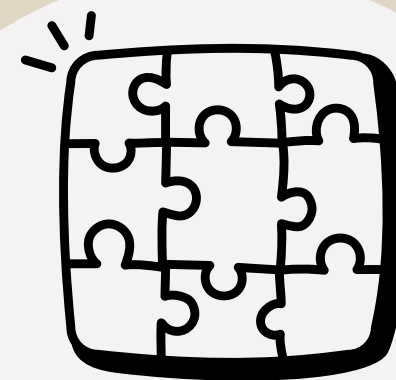
METTRE EN LUMIÈRE UN
PROBLÈME SOUVENT IGNORÉ

2



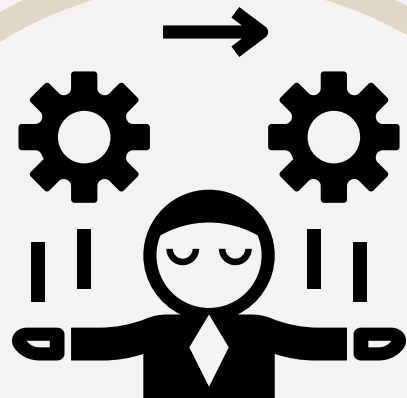
SORTIR DE LA
RESPONSABILISATION
INDIVIDUELLE

3



FAIRE RECONNAÎTRE
LE CARACTÈRE STRUCTUREL
DU PROBLÈME

4



INCITER LES DÉCIDEURS
POLITIQUES À POSER DES
ACTIONS

3

ORGANISATIONS PRÉSENTES

RECHERCHE

- Observatoire québécois des inégalités
- Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)
- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Chaire de recherche du Canada en logement, communauté et santé – Université McGill

DISTRIBUTEURS D'ÉNERGIE

- Hydro-Québec – recouvrement
- Hydro-Québec – communications
- Hydro-Québec – efficacité énergétique
- Énergir
- Hydro Coaticook

MOUVEMENT DES CONSOMMATEURS

- ACEF du Sud-Ouest de Montréal
- ACEF du Nord de Montréal
- ACEF de l'Est de Montréal
- ACEF Estrie
- ACEF de Lanaudière
- ACEF de Laval
- SAC de Shawinigan
- ACEF Montérégie-Est
- Option consommateurs
- Union des consommateurs

REGROUPEMENTS

- FRAPRU
- Collectif pour un Québec sans pauvreté
- TROVEP de Montréal

AUTRES

- Ministère de l'énergie et des ressources naturelles
- Direction régionale de santé publique CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- Syndicat des employé.e.s des techniques professionnelles et de bureau d'HQ
- Syndicat des spécialistes et professionnels d'HQ
- Syndicat canadien de la fonction public- secteur énergie – HQ
- Citoyens et citoyennes en situation de précarité énergétique
- Front commun pour la transition énergétique
- Comité d'action de Parc-Extension
- Porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière d'énergie

ATELIER 1

En sous-groupe, on s'est demandé :

Qu'est-ce qu'on sait déjà sur la précarité énergétique?



Pourquoi on ne parle pas de ce problème là au Québec?



Si c'était un enjeu, qu'est-ce qui serait possible? Quelles solutions pourrait-on mettre en place?



10 FÉVRIER
2022

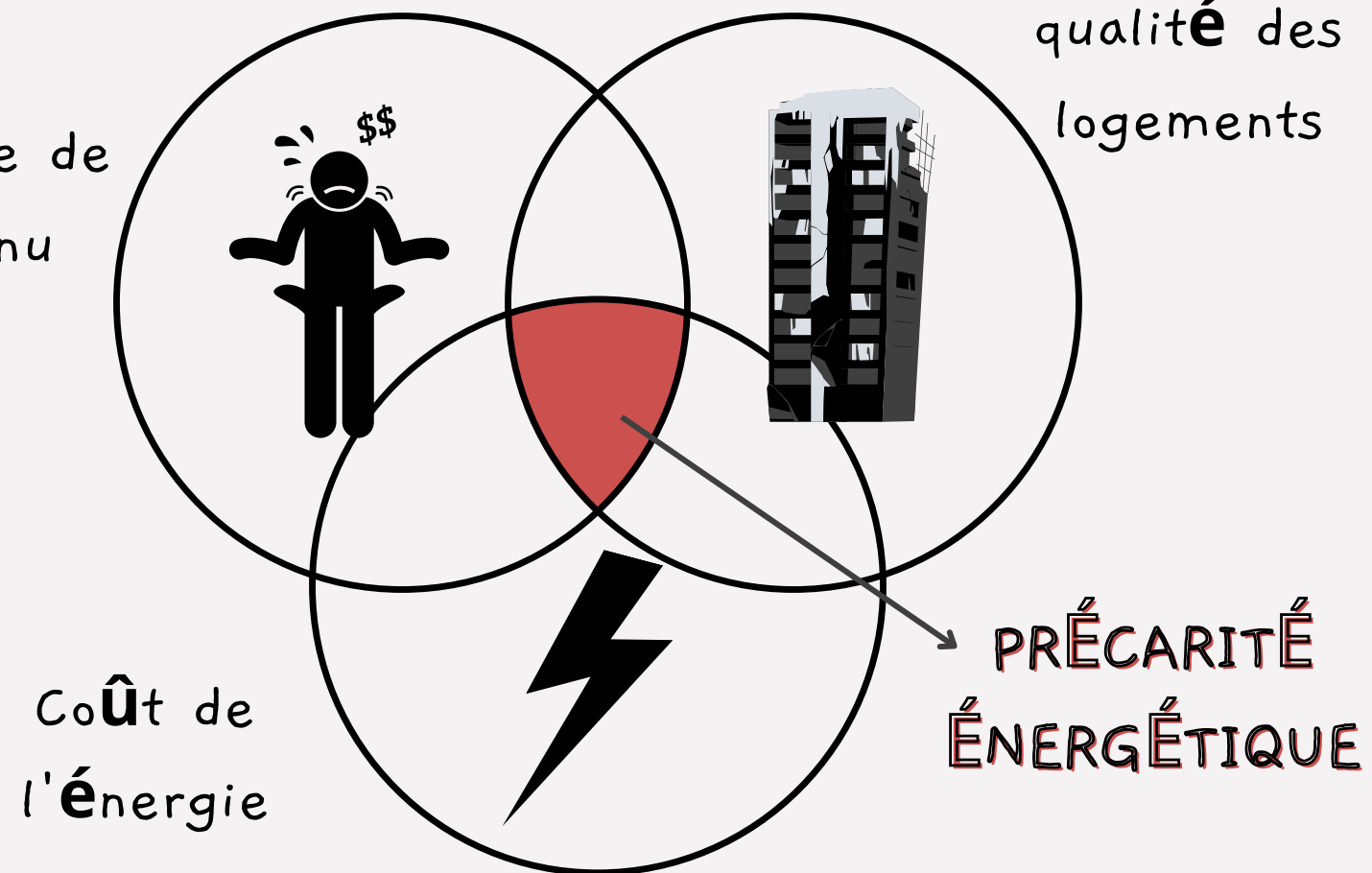
1ER RENDEZ-VOUS DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



1 C'EST QUOI? (P.7-8)

Mauvaise
qualité des
logements

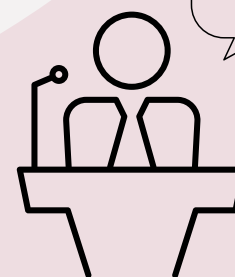
Manque de
revenu



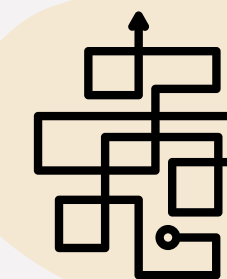
2 POURQUOI ON EN PARLE PAS? (P.9-11)



Problème peu
connu (p.10)

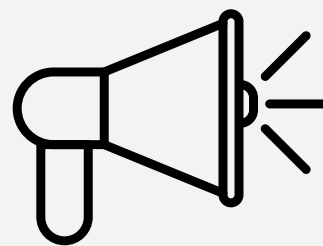


Manque de
volonté politique
(p.9)

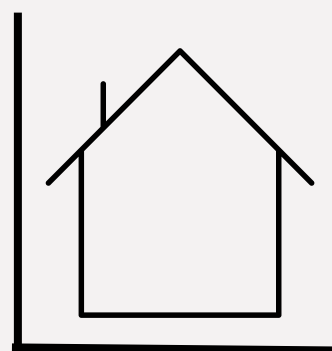


Complexité du
problème (p.11)

3 QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE? (P.13-16)



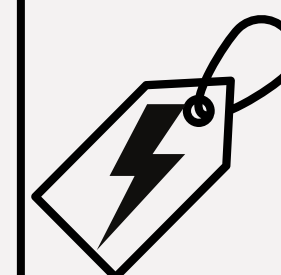
Faire connaître
le problème et
se mobiliser - p.13



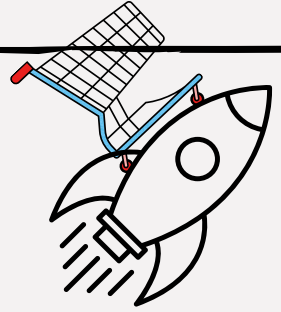
Agir sur le bâti
p.14



Agir sur la facture
p.15

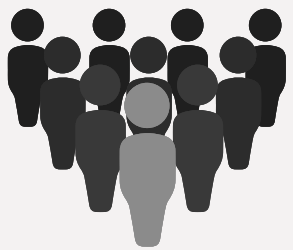


Revoir les tarifs
p.16



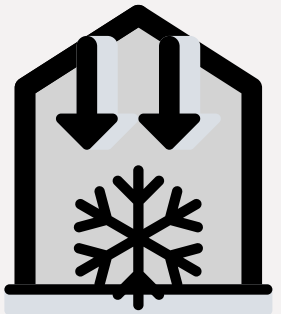
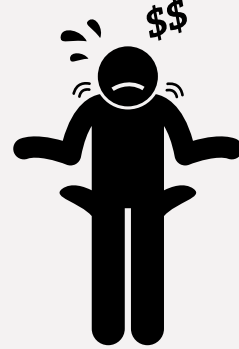
Le coût de la vie augmente plus vite que les revenus

Choix à faire entre les besoins de base



Surreprésentation des personnes à faible revenu dans les coupures d'énergie

Ne touche pas seulement les personnes à faible revenu



Les personnes à faible revenu sont doublement pénalisées : vivent dans des logements mal isolés en plus d'être à faible revenu

L'état et le vieillissement des logements, et la transition de mode d'énergie ajoutent un poids financier sur les locataires

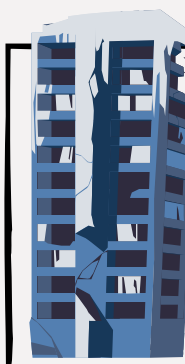


MANQUE DE REVENU

MAUVAISE QUALITÉ DES LOGEMENTS

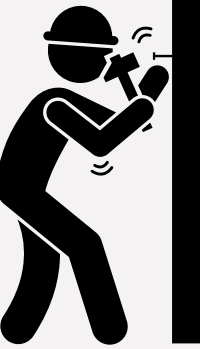
CE QU'ON SAIT DÉJÀ

COÛT DE L'ÉNERGIE



Le parc locatif est désuet. Il y a beaucoup de passoires thermiques. Les logements sont trop chers

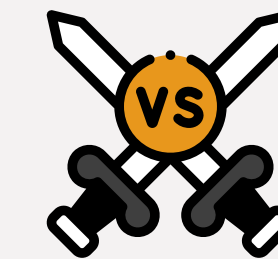
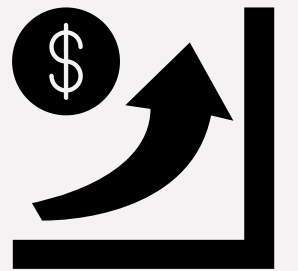
Certaines populations n'ont pas le pouvoir d'améliorer l'efficacité énergétique de leur logement (problème du bâtis)



En contexte de crise du logement, déménager n'est pas toujours une option

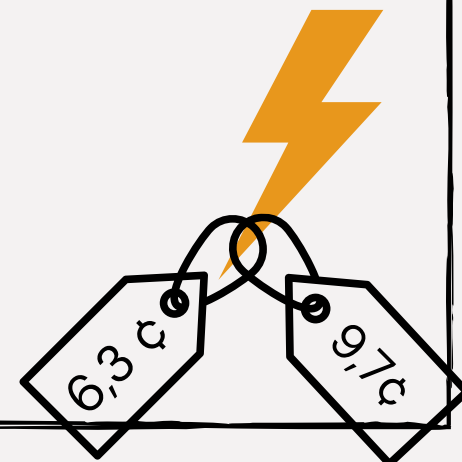


L'électricité augmente d'année en année (et les coupures d'électricité aussi)



Tarifs les plus bas, mais pas la plus basse facture

Les deux tranches de tarifs désavantagent les personnes qui vivent dans des logements mal isolés

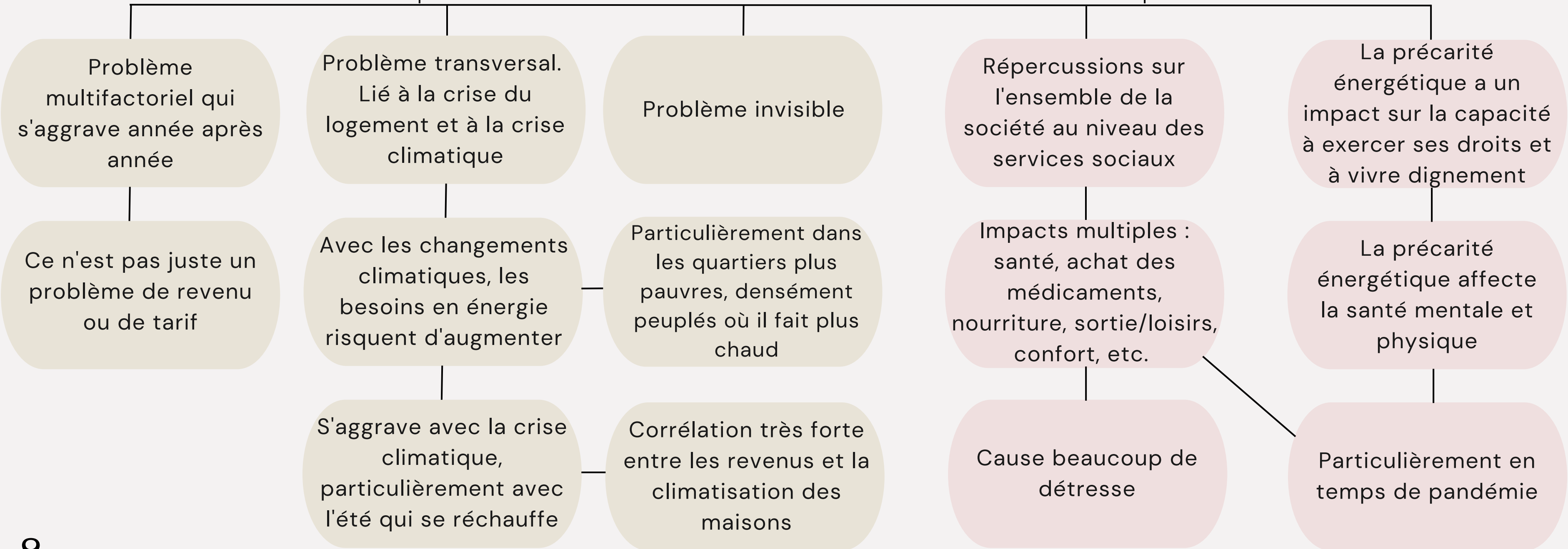


CE QU'ON SAIT DÉJÀ - 2



PROBLÈME SYSTÉMIQUE

IMPACTS



POURQUOI ON EN
PARLE PAS?

1

**ON MANQUE
DE VOLONTÉ
POLITIQUE**

Présence de vérités alternatives

- Nous avons de bons tarifs d'énergie. Tarifs les plus bas en Amérique du Nord (les tarifs sont peut-être plus bas, mais pas la facture. Et la facture, c'est ça qui est important pour les gens)
- Autre discours à l'avant-plan : discours écologique sur la nécessité d'économiser le plus possible l'énergie. Question de tarification pour économiser de l'énergie, aspect social beaucoup moins présent

Injonction à la responsabilité individuelle

- L'aspect des bons comportements individuels masque le problème plus large
- Discours sur le gaspillage d'énergie : la solution serait donc juste de diminuer sa consommation (responsabilité individuelle)

Choix politiques

- C'est une question politique, et une question de choix politiques (cf profits d'HQ versés au budget de l'État)
- Les ACEF en parlent depuis longtemps (au moins des hausses de tarifs)!
Il y a sûrement un problème de manque d'écoute
- En général, les problèmes des « pauvres » ne sont pas très populaires ou gagnants politiquement

POURQUOI ON EN
PARLE PAS?



2

**C'EST UN
PROBLÈME
COMPLEXE**

Manque de données

- Fournisseurs d'énergie ne publicisent pas les gens ayant des retards de paiement
- Le nombre d'ententes prises est énorme, on ne soupçonne pas à quel point c'est un problème aussi répandu
- Il faudrait faire connaitre que le problème est généralisé
- Le problème est difficile à mesurer (comme l'insécurité alimentaire). Qui en souffre ? Est-ce bien documenté? Bcq de personnes sont invisibles. On sait qu'une personne sur 10 au Québec ne subvient pas à ses besoins de base

Multiplicité des acteurs/actrices

- On en parle de façon fragmentaire, chacun selon son champ d'intervention, avec une logique sectorielle et segmentée
- Quand c'est amené par les organismes communautaires, ça ne se rend pas plus haut...
- On est trop isolés chacun dans notre coin, on est dû pour se mettre ensemble

Problème transversal

- Plusieurs problématiques entourent la précarité énergétique
- L'accès à l'énergie n'est pas reconnu comme un enjeu en soi parce que c'est toujours un intermédiaire pour autre chose
- On a plus de sensibilité à d'autres enjeux (faim, froid, chaud)
- Perception que l'enjeu principal est l'accès au logement

POURQUOI ON EN
PARLE PAS?

3

LE PROBLÈME EST PEU CONNU DES INDIVIDUS

Dégradation des conditions de vie

- Les gens n'ont pas le temps ou énergie pour se rassembler autour de la problématique (découragement)
- Difficulté de représentation des personnes qui vivent de la précarité énergétique. Quand tu es dans l'urgence de sécuriser ta famille et ta survie, tu n'as peut-être pas les moyens de faire du bruit avec ça dans les médias et sur la place publique. D'où l'importance de la mobilisation

Intégration de l'idée que c'est un problème individuel

- Améliorer la qualité des logements est un enjeu difficile (coûts requis +)
- Les personnes ignorent la problématique pour ne pas tomber sur des imprévus chers (propriétaire pauvre par exemple)
- Peur du jugement, s'en sortir seuls plutôt que demander de l'aide, honte, peur de l'échec, de pas y arriver

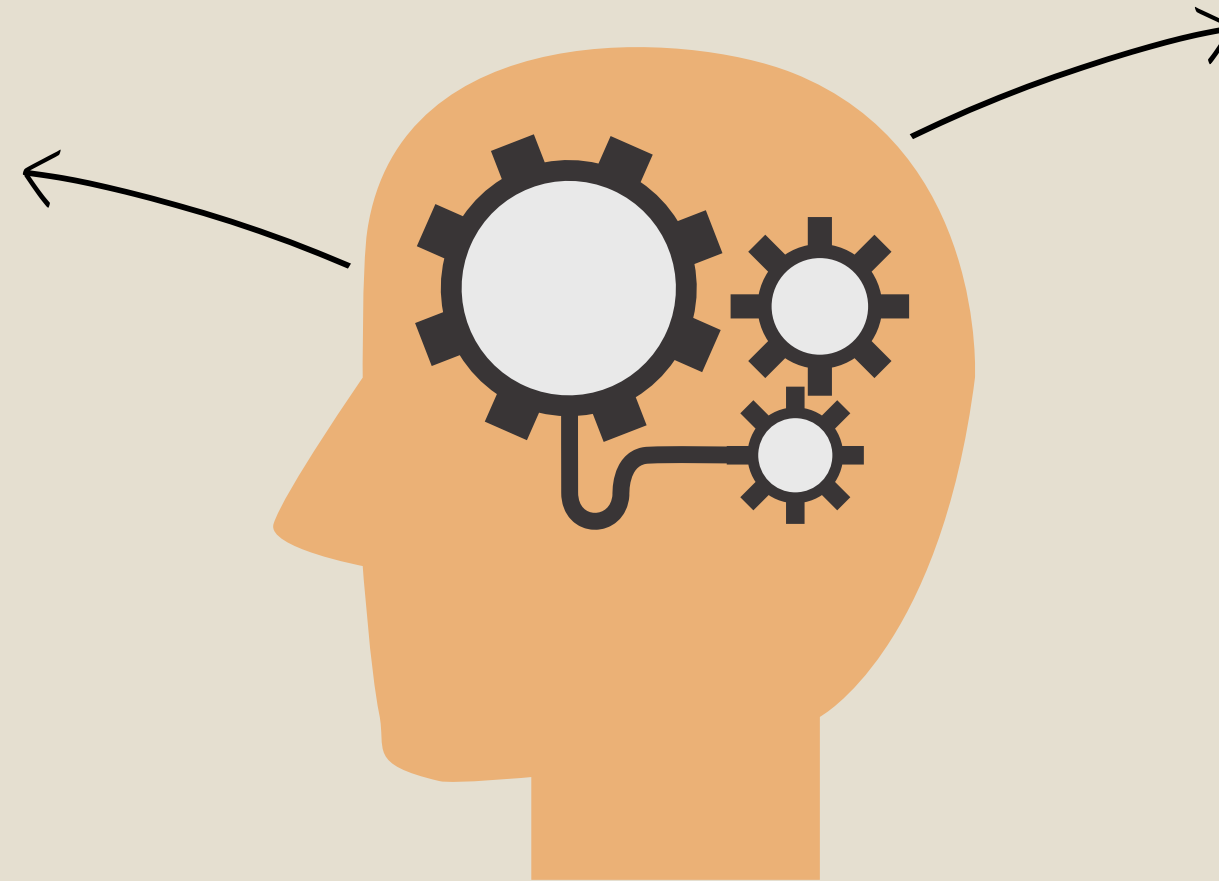
Stigmatisation des gens ayant des problèmes de paiements

- Préjugés envers les personnes qui ont de la difficulté à payer leur facture, envers la pauvreté et les personnes vulnérables
- Tout ce qui touche la pauvreté est un tabou : c'est quoi être pauvre et c'est quoi les impacts
- Manque d'information. Les gens ne savent pas à qui parler de leur problème ni où trouver de l'aide. Ça peut être gênant pour les gens d'aborder ces difficultés.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Utiliser une approche globale

- Envisager le problème de la précarité dans son ensemble, en tenant compte de tous les facteurs (revenus, santé, travail, etc.)
- Avoir une vue globale : c'est un problème multifactoriel qui demande des solutions qui tiennent compte de plusieurs éléments (par exemple, il ne faudrait pas que le fait que les propriétaires améliorent leur logement retombe sur le dos des locataires)
- Trouver des solutions globales, avoir des grands principes plus larges de justice sociale qui orientent toutes les mesures ou les politiques spécifiques



Développer des communautés résilientes

- Lutter contre la pauvreté et pour une meilleure répartition des ressources et de la richesse
- Instaurer un revenu minimum garanti et augmenter le salaire minimum
- S'attaquer à la crise du logement : s'il y avait plus de logements, il y aurait plus de choix ce qui inciterait les propriétaires à rénover et mieux isoler les logements)
- Travailler davantage en prévention

Ne pas oublier

- Vulnérabilité/Précarité = Bassine avec plusieurs trous. On ne peut pas juste en boucher un!
- Voir le problème plus largement : l'aide sociale est inadéquate, il y a une crise du logement et un manque de logements sociaux. Le gouvernement doit agir, c'est un gros enjeu de société

FAIRE CONNAITRE LE PROBLÈME

Faire de la recherche

- Définir les déterminants de cette précarité énergétique, quelles sont les causes et les personnes les plus touchées (portrait des causes et des personnes) pour ensuite identifier les pistes de solutions et faire des recommandations

Se mobiliser

- Se mobiliser, porter la voix de ces gens qui sont trop dans l'urgence. Défendre ces personnes
- Se mettre ensemble – on est trop isolés chacun dans notre coin, on est dû pour se mettre ensemble
- Mobiliser les différents acteurs qui sont concernés par le problème



Informier

- Amener l'enjeu avec des termes qui sont simples, car l'enjeu est complexe
- Présenter la diversité des profils de précarité énergétique (pour que les gens puissent s'identifier plus facilement)
- Sensibiliser à l'enjeu (plus d'exercice comme celui-là) = n'importe qui peut s'identifier

Aller plus loin

- Faire reconnaître l'accès à l'énergie comme un droit

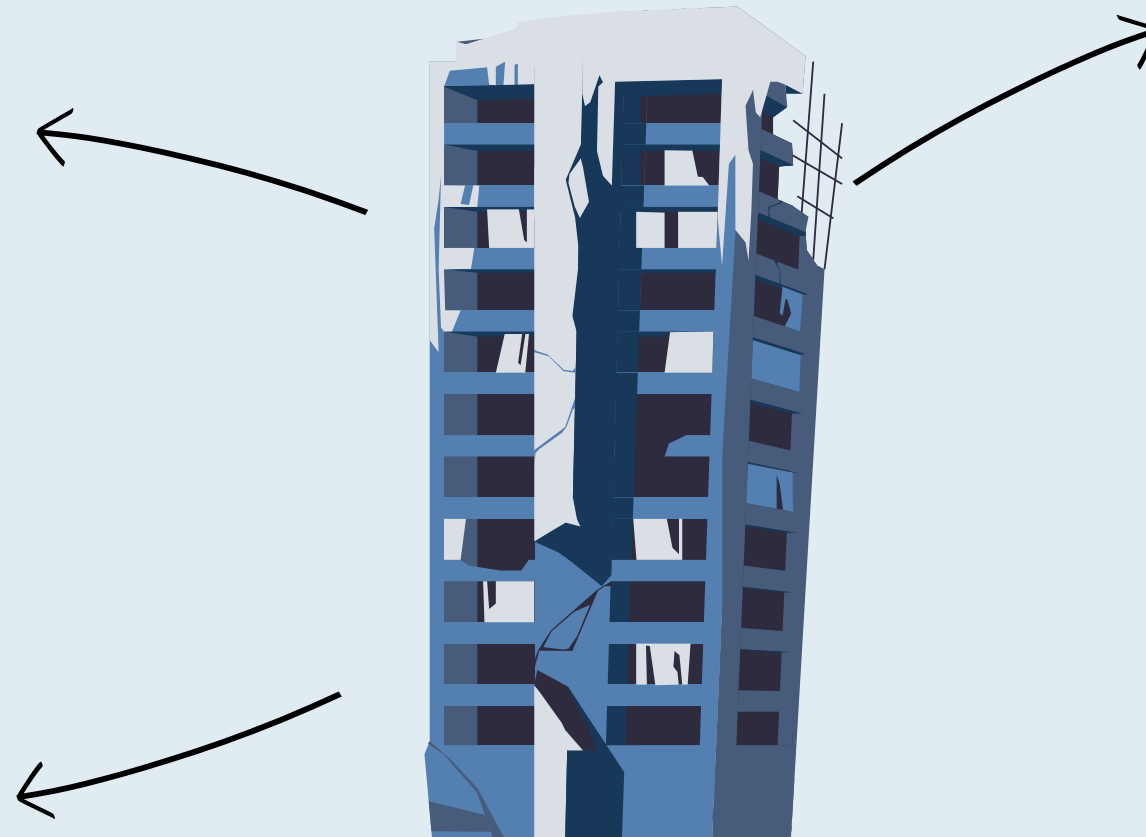
AGIR SUR LE BÂTI

Normes de construction

- Améliorer les normes de bâtiments – pourrait aider au moins pour le neuf
- Instaurer de nouvelles normes en construction

Programmes de rénovation

- Travailler en amont à la rénovation des bâtiments.
- Augmenter l'efficacité des logements déjà existants
- Mettre sur pied des programmes pour les propriétaires – Facilement accessible et facile à mettre en place.



Efficacité énergétique

- Mettre sur pied un programme d'efficacité énergétique ambitieux pour l'ensemble des distributeurs d'énergie – avec des crédits d'impôts conséquents pour les propriétaires
- Faire des programmes d'efficacité énergétique pour forcer les propriétaires à mieux isoler les bâtiments. HQ pourrait être partenaire pour financer – pourrait permettre de réduire la pointe

Attention aux effets pervers!

- Par exemple, si amélioration du parc de logement, s'assurer qu'il n'y aura pas de hausse de loyers pour une période significative (5 ans – 10 ans – plus?)

AGIR SUR LA FACTURE

Mettre en place de mesures de soutien au paiement de la facture

- Instaurer une allocation de chauffage qui permettrait aux gens de garder l'accès au chauffage et à l'électricité
- Offrir une réduction de la facture pour les locataires qui vivent dans des logements avec consommation hors normes
- Mettre en place un crédit d'impôt pour les coûts d'énergie – intéressant, mais il y a un risque qu'il n'augmente pas selon les coûts qu'il doit aider à couvrir



Tarifer selon les revenus

- Tarifer l'électricité selon le revenu de chacun. On pourrait se servir de la tarification dynamique et des compteurs intelligents pour le faire
- Limiter le coût du chauffage et de l'électricité à un certain % du revenu
- Déconstruire l'idée d'utilisateur payeur – aller chercher l'argent d'une autre façon

REVOIR LES TARIFS

Abolir la loi 34

- Redonner du pouvoir à la Régie de l'énergie (remettre la cause tarifaire à chaque année)
- Revenir à des tarifs d'HQ en lien avec les réels coûts de production



Limiter les hausses

- Baisser les tarifs d'électricité – à combiner à une fiscalité plus proportionnelle et à la lutte contre les paradis fiscaux
- Geler les tarifs au moins pendant la pandémie et post-pandémie
- Au minimum qu'Hydro revienne à sa mission première d'offrir les tarifs les plus bas

Dans une perspective de justice fiscale

- Taxer les gros consommateurs d'énergie qui ont actuellement des tarifs préférentiels
- Questionner les tarifs avantageux pour les entreprises (les alumineries, par exemple)

ATELIER 2

En sous-groupe, on a discuté de diverses revendications.

On s'est demandé :

Ce qui a du sens dans
la revendication

Ce qui génère des
questions à éclaircir

Les probabilités que
mon organisation
défende cette position



1. QUE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOIT RECONNU COMME UN DROIT HUMAIN FONDAMENTAL

- Est-ce que la reconnaissance d'un droit à l'énergie permettrait d'améliorer la situation des gens qui sont en situation de précarité énergétique?
- Est-ce que l'accès à l'énergie est un droit en lui-même ou est-il inclus dans d'autres droits (par exemple le droit au logement)?

CE QUI A DU SENS

- Très ambitieux!
- La reconnaissance d'un droit ouvre des portes pour veiller à ce que la population la plus fragilisée améliore sa condition
- Permet d'amener la sensibilité à la question à un niveau plus élevé
- D'un point de vue de mobilisation, c'est porteur
- Création d'un argumentaire et d'une logique qui permet de se saisir de l'enjeu et de le placer de manière transversale (interdépendance des droits : santé, travail, dignité, etc.)
- Devient une responsabilité gouvernementale
- Ça peut permettre de parler de précarité énergétique
- Si c'est un droit, c'est bon pour tous (côté universel)



QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- Au premier abord, la revendication est séduisante, mais ça peut être un piège!
- Est-ce qu'il ne fait pas partie du droit au logement ?
- Certains droits existants sont déjà bafoués, puisque confronté à une logique de marché capitaliste
- Avec un droit reconnu, ça peut permettre au gouvernement de se cacher (ex : droit à un revenu décent et aide sociale)
- L'énergie fait partie de la couverture des besoins de base : le regarder sous cet angle ?
- On pourrait quand même parler d'un droit même s'il n'est pas reconnu. Ça permet de placer l'enjeu dans le paysage et de mobiliser. Par exemple : droit à la mobilité n'est pas reconnu, mais ça permet de se positionner pour la population
- Mettre des conditions pour l'atteinte d'un droit à la dignité
- La personne qui vit de l'insécurité/précarité énergétique, elle s'en fout si c'est un droit ou un besoin!
- L'accès à l'énergie est un besoin essentiel à couvrir au même titre que d'autres
- Aspect juridique d'un droit reconnu : pour le faire respecter c'est devant les tribunaux... C'est compliqué

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- Compte tenu de ce qui précède, pas sûr que c'est la bataille à faire
- Mais se mobiliser sur la question : oui!



2. AMÉLIORER L'ACCÈS ET LE DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT AUX MÉNAGES À FAIBLE REVENU

À l'heure actuelle, un fort accent est mis sur les mesures d'efficacité énergétique. Quand on parle de facture d'énergie, les difficultés que rencontrent les ménages sont souvent attribuées à des comportements individuels inappropriés. On met donc en place des mesures visant à éduquer aux économies d'énergie ou des programmes composés de mesures dites légères (sensibilisation, installation de produits économiseurs d'énergie, remplacement de thermostats, etc.). Or, la situation des familles affectées par la précarité énergétique ne relève généralement pas de mauvaises habitudes individuelles, mais plutôt de la faiblesse des revenus, de la mauvaise qualité du bâti et des tarifs d'énergie en augmentation.

- La plupart des ménages à faible revenu adopte déjà des comportements de restriction
- Il est démontré que l'efficacité des mesures légères est faible sur le coût de la facture
- Comment tenir compte de la réalité des ménages à faible revenu dans le développement des programmes d'efficacité énergétique, pour qui la nécessité n'est pas de diminuer la consommation d'énergie, mais d'accéder à suffisamment de chauffage pour assurer santé et confort?

CE QUI A DU SENS

- Il y a énormément de problèmes pour que les personnes qui en ont besoin aient accès aux programmes.
- Il faut avant tout aller chercher le propriétaire pour qu'il adhère aux programmes alors qu'il ne sera pas la personne qui en bénéficiera directement
- Il faut sensibiliser les propriétaires à l'importance de le faire, c'est un gain à long terme pour eux aussi. Souvent beaucoup de rattrapage à faire parce que les logements n'ont pas été bien entretenus au fil du temps
- Il faut des changements majeurs dans les bâtiments et les programmes offerts comme Éconologis sont plutôt mineurs
- On réalise qu'il s'avère vraiment important d'accentuer les collaborations avec les municipalités, les organismes pour que les programmes soient plus en phase avec les besoins réels des MRF. Souvent ceux qui font les mesures et les programmes sont éloignés des réalités terrain
- Barrière de langues et de réalités culturelles différentes; il faut être capable de les rejoindre et de les sensibiliser.
- Faut mettre la Régie de l'énergie à contribution
- Pour les nouvelles constructions, la réglementation a augmentée récemment, ce qui est une belle avancée, il faut surtout viser les anciennes constructions.

QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- Il faudrait peut-être démystifier la notion d'efficacité énergétique

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- C'est unanime, on doit pousser cette revendication

3. AJOUTER LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE TOUS LES BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS DANS LES CRITÈRES DE DÉCENCE DES LOGEMENTS POUR AFFIRMER QU'UN LOGEMENT EST DÉCENT OU PAS POUR LA LOCATION

Pour différentes raisons, les propriétaires sont souvent peu motivés à agir sur l'enveloppe thermique. Si on veut éliminer les passoires thermiques, on a donc besoin de mesures d'incitation à agir sur cette enveloppe. Est-ce que d'intégrer la performance énergétique dans les critères de décence des logements est un élément de solution pour éviter que des logements vétustes et dangereux pour la santé de ses occupants restent longtemps sur le marché?

- Comment éviter l'éviction des locataires pendant et après la période des rénovations (rénovictions)?
- Comment s'assurer qu'il n'y ait pas d'augmentation des coûts de loyer après les rénovations?

CE QUI A DU SENS

- Idée d'avoir une étiquette énergétique pour les logements (comme pour les électroménagers par exemple)
- Version rénoclimat pour les propriétaires : existe déjà
- En France : la lutte à la précarité énergétique est dans la loi – ça passe beaucoup par les rénovations des bâtiments (étiquette entre A et G)
- Incitation pour les propriétaires de rénover pour louer leur logement
- Essayer d'intégrer la performance énergétique dans les critères de subvention dans le financement pour les logements privés
- Programmes de type « achat réno » qui permettraient de créer des logements sociaux
- Pourrait aussi passer par un code national pour uniformiser la pratique

QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- On fait référence à quoi quand on parle de critères de décence?
- Tous les bâtiments résidentiels, c'est très large comme catégorie (logement unifamilial, propriétaires avec beaucoup de logements, etc.)
- Distinction à faire entre les nouveaux bâtiments et les vieux bâtiments (si on améliore les codes de bâtiments – s'appliquent juste aux nouveaux bâtiments ?)
- À qui on s'adresse pour faire changer les codes (municipal, provincial ?)
- Impact sur les loyers ? Certains locataires vont refuser les rénos pour ne pas faire augmenter leur loyer
- Insérer dans une loi ou bien on pousse pour des programmes ?
- Avec un programme financé par le gouvernement – peut-être moins de risque d'avoir des impacts sur les loyers (par contre, dans une crise de logement, pas toujours possible)
- Problème potentiel : éviction des locataires pendant et après la période des rénovations
- Critère de salubrité au lieu de critère de décence ?

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- Il faut préciser certains éléments avant de s'engager

4. UN INVESTISSEMENT MASSIF DES GOUVERNEMENTS DANS LA RÉNOVATION DOMICILIAIRE AFIN D'AMÉLIORER LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DU PARC D'HABITATIONS ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES LOGEMENTS OCCUPÉS PAR DES MFR

Comme on l'a vu, les mauvaises conditions de logements sont un facteur déterminant dans la précarité énergétique.

- Quel est le rôle de l'État sur le parc locatif privé?
- Comment implanter un tel programme sans impact sur le prix des logements?
- Comment contrer le risque que les propriétaires s'occupent de moins en moins de leurs logements puisque le gouvernement prendra la relève côté efficacité énergétique?

CE QUI A DU SENS

- Dans le cas des MFR, ce sont souvent des locataires qui n'ont pas de pouvoir sur l'état du bâtiment. C'est important qu'il y ait des programmes incitatifs pour que les propriétaires fassent des travaux (de qualité). Les propriétaires n'ont pas intérêt à faire ces travaux puisqu'ils ne sont pas ceux qui payent les factures d'électricité
- Le parc immobilier est en très mauvais état; il y a clairement quelque chose à faire. Les MFR en subissent les conséquences
- Il faut un incitatif, mais il y a beaucoup de pièges et risques d'évictions. Il faut attendre quelque années avant de pousser pour cette revendication à cause de la pénurie de logement
- Définition d'un logement décent qui engloberait l'efficacité énergétique d'un logement (pour donner du pouvoir au locataire, par exemple au tribunal). Reviendrait dans la cour du propriétaire de démontrer que sa propriété est efficace énergétiquement. Définition qui serait prévue dans la loi qui permettrait d'avoir des recours contre un propriétaire qui ne s'occupe pas du problème

QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- Nuance entre région et milieux urbains, les proprio en milieu urbain qui ont plusieurs portes.
- Comment faire pour que les incitatifs ne deviennent pas un piège et engendre une hausse des loyers? Comment faire pour investir pour les MFR, mais pas au bénéfice des propriétaires ?
- Propriétaire en région rural et qui ne prend soin de rien, l'état devient responsable de la négligence de ceux-ci ? À quels point l'état peut prendre toutes ces responsabilités. Les gens honnêtes et qui font attentions à leur propriétés ne peuvent pas bénéficier de ces subventions.
- Quelles seraient les balises à mettre ?
- Y a-t-il des projets pilotes ailleurs dans le monde ? Devrait-on se pencher là-dessus ? Dans un pays quelque part, il y a un cote d'efficacité énergétique pour les bâtiments.

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- Ca dépend si on est capable de penser des balises efficaces. Dans le contexte actuel de crise du logement qui peut s'accentuer, ce n'est pas nécessaire recommandable
- Il y a beaucoup de flou pour le moment. Pas assez définit. Si c'était définit oui

5. LA MISE EN PLACE DE MESURES DE SOUTIEN AU PAIEMENT DE LA FACTURE (PAR EXEMPLE, UNE ALLOCATION ÉNERGIE OU UN TARIF SOCIAL ÉNERGIE)

La précarité et la faiblesse des revenus est une des causes de la précarité énergétique.

Si on veut éliminer les problèmes de précarité énergétique, il faudrait mettre en place des mesures structurantes qui s'attaquent, entre autres, à la faiblesse des revenus. En attendant, comment aider les ménages les plus exposés à faire face à leurs dépenses d'énergie?

- Est-ce que des solutions temporaires repoussent ou desservent la mise en place de solutions de fonds (lutte contre la pauvreté)?
- La pauvreté étant grande pour plusieurs ménages, n'y a-t-il pas un risque que cette allocation serve à couvrir d'autres besoins? Et si oui, est-ce que cela pose un problème?
- Quel est le risque que cette allocation vienne légitimer des mesures plus dures de recouvrement?

CE QUI A DU SENS

- Crédit d'impôt pour la consommation d'énergie. Un peu comme allocation logement
- Donner une aide financière aux gens – Ce n'est pas réaliste de demander aux gens de réduire leur consommation
- Travailler sur le pourcentage de la facture payée
- Les allocations ne devraient pas être comptées dans le calcul du gouvernement pour la capacité de paiement



CE QUI A DU SENS – SUITE

- Extrême de température (froid et chaud)
- Il faut tenir compte des besoins des gens (une personne malade, par exemple)
- Des programmes comme Éconologis sont des portes d'entrées pour entrer en contact avec les familles et être en mesure de donner des ressources différentes
- Promotion de programmes Éconologis et autres (solution temporaire)

QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- Si c'est une allocation universelle oui, mais juste Hydro, non
- Évaluer l'impact d'une solution sur les autres enjeux
- Est-ce qu'on devrait :
 1. Donner l'aide financière directement à Hydro-Québec?
 2. Utiliser les dons aux organismes pour aider à éviter les coupures?
 3. Demander que le propriétaire absorbe la facture non-payée?

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- Pas discutée

6. QU'ENTRE LE 1ER AVRIL ET LE 30 NOVEMBRE (PÉRIODE OÙ IL EST LÉGALEMENT POSSIBLE D'INTERROMPRE LE SERVICE D'ÉNERGIE POUR DÉFAUT DE PAIEMENT), LES CLIENTS EN DÉFAUT DE PAIEMENT NE SUBISSENT PAS D'INTERRUPTION DE SERVICE COMPLÈTE, MAIS VOIENT PLUTÔT LEUR CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ LIMITÉE À DES USAGES ESSENTIELS

La coupure du service d'énergie est une source de souffrance morale et physique dont on ne parle pas. Il s'agit d'une sanction violente qui affecte l'estime de soi, génère de la honte, et contribue à l'exclusion sociale. Cette intervention stigmatise les personnes dans un moment de forte vulnérabilité.

- À quoi et à qui sert l'interruption de service?
- Doit-on encore autoriser les coupures de services?
- Service minimum maintenu pour MFR ou pour tous les ménages?

CE QUI A DU SENS

- Revendication réalisable à court terme et très concrète même s'il faut voir la faisabilité technique de limiter la consommation à un certain nombre de kw par jour
- Avec les enjeux climatiques et les catastrophes naturelles à venir, il faut aller vers autre chose que le débranchement
- Ne pas penser le débranchement uniquement en terme thermique soit de chaud ou de froid, car l'accès à l'énergie est essentiel au quotidien au-delà du chauffage et de la climatisation. L'usage de la lumière, l'eau chaude, la cuisinière, le réfrigérateur doit être garantis en tout temps
- Identifier les ménages ayant droit à ce genre de mesure avec les mêmes critères que ceux utilisés pour identifier les ménages à faibles revenus

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- Il faut voir la faisabilité technique de limiter la consommation à un certain nombre de kw par jour

7. QUE LES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ NE SERVENT PAS À FINANCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La question des prix de l'énergie en est une qu'il faudra particulièrement surveiller dans les prochaines années.

La nécessité de réduire la consommation d'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique ne saurait être remise en question. Par contre, mener une transition énergétique à l'aide des tarifs d'énergie serait une façon régressive (sans tenir compte du niveau de revenu, contrairement à l'impôt par exemple) de financer cette transition.

- Le coût des tarifs d'énergie est le même pour tous les consommateurs
- Se servir de la tarification de l'électricité pour soutenir la transition énergétique pourrait être perçue comme une taxe régressive (contrairement à l'impôt sur le revenu)
- Comment tenir compte de la réalité des ménages à faible revenu dans la lutte contre les changements climatiques et la transition énergétique?

CE QUI A DU SENS

- Un organisme est supposé être en place: La Régie de l'énergie. N'a plus de pouvoir (ou presque), on n'a plus d'arbitre.
- Augmentation des tarifs sans tenir compte de la réalité. Le gouvernement devrait se retirer et laisser ce tribunal administratif rendre « justice ». Il y aura des coûts sociaux. Avec des déficit ou des surplus sans lien avec la réalité
- Si dans les pistes de solutions, prend l'argent d'HQD, pour le donner au gouvernement. Répondre à la pointe avec des fonds des gouvernements en rénovant. Nous aurons en 2026, de la difficulté à répondre à la période de pointe
- Souligner qu'il n'y a pas que la transition énergétique qui est financé par les tarifs
- Trop d'argent retourne au gouvernement



CE QUI A DU SENS – SUITE

- Plusieurs industries sont intéressées par les coûts d'énergie bas. Ces nouveaux joueurs créent de nouveaux besoins et donc pression à la hausse sur les tarifs. Il faut choisir les projets
- Pas d'évaluation de l'impact de certaines mesures. Que des évaluations indépendantes soient faites. L'enjeu ce n'est pas de consommer moins, mais de consommer mieux. Il faut faire des évaluations d'impacts
- L'efficacité énergétique, c'est l'équivalent de la Romaine. Chaque fois qu'on ne travaille pas sur l'EE, on paye plus cher l'énergie. On dépense plus, on dépasse le bloc patrimonial

Discussion autour d'une demande déposée à la Régie:

- Régie: prise en compte d'une entente entre HQD et Énergir. Les clients d'HQD se retrouvent à financer les pertes de profits d'Énergir. Chaudière au gaz compense et système biénergie. Il serait plus porteur de rénover les logements. Sinon, on s'enlève pour enrichir une entreprise
- L'idée derrière cette entente c'est que d'un point de vue économique, ça a du sens, mais les besoins sont de plus en plus grands. La consommation d'énergie sera plus grande. Tout n'est pas mauvais dans cette approche
- Il faut faire attention à ce lien entre Énergir et HQD, on verdit faussement. On peut bloquer des projets (exemple: bitcoin)
- L'objectif d'Énergir, c'est la décarbonisation

QUESTIONS À ÉCLAIRCIR

- Sans avoir un discours de décroissance, peut-on réduire notre consommation? Pour l'environnement, pour le reste de la population. Notion d'économie de croissance
- Difficile de changer les comportements, il faudra de l'éducation. Les questions sont complexes et l'éducation de base sera nécessaire

PROBABILITÉ DE DÉFENDRE CETTE PROPOSITION

- C'est une question complexe, mais on aime la revendication